



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Parçay-Meslay, le

17 SEP. 2012

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire
et des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

Nos réf : SV/SMLF/modif_seuils/ V1 14.09.2012
Vos réf. : DCTA31c2/Autorisation/Liotard/SPDC/modifications/
avis dreal

Affaire suivie par :

Vérifiée par :

@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 47 46 49 16 – Fax : 02 47 44 63 89

Courriel : ut37@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Etablissement Société Métallurgique Liotard Frères

Situé à SAINT-PIERRE-DES-CORPS

1. Situation administrative
2. Instruction des demandes
3. Conclusions, avis et propositions

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00

25-26 rue des Ailes

ZA n°2 les Ailes

37210 Parçay-Meslay

Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Par bordereau en date du 27 avril 2012, Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire a adressé à l'inspection des installations classées, pour avis, la déclaration de la modification des volumes d'activité de la SOCIETE METALLURGIQUE LIOTARD FRERES, située à SAINT-PIERRE-DES-CORPS.

1. SITUATION ADMINISTRATIVE

La société SMLF est autorisée par :

- l'arrêté préfectoral n° 14232 du 24 mars 1994 pour l'exploitation d'une usine de fabrication de bouteilles et de citernes de gaz située à SAINT-PIERRE-DES-CORPS, rue de la Poudrerie,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°17390 du 19 février 2004 relatif aux conditions d'exploitations d'une tour aéroréfrigérante,
- l'arrêté préfectoral n° 17443 du 17 juin 2004 à exploiter une chaîne de peinture époxy,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 17911 du 1^{er} juin 2006 relatif aux émissions de composés organiques volatils,
- l'arrêté préfectoral n°18686 du 20 novembre 2009 prescrivant des études complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

2. INSTRUCTION DES DEMANDES

Par courrier du 18 avril 2012, la SOCIETE METALLURGIQUE LIOTARD FRERES a transmis à la préfecture d'Indre-et-Loire une déclaration relative à la modification de ses volumes d'activité.

Le tableau ci-dessous synthétise la situation administrative antérieure de l'établissement et les modifications des volumes d'activité.

Liste des installations autorisées par l'arrêté préfectoral n°17443 du 17 juin 2004				Déclaration de l'exploitant du 18 avril 2012	
Rubrique	A, D,C, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Nouveau volume d'activité déclaré	Incidence sur classement ICPE
2560.1	A	Métaux et alliages (Travail mécanique des) 1. Supérieure à 500 kW	1600 kW	1400 kW	Légère baisse du volume d'activité. Pas de changement
2565.2.a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume total des cuves de traitement étant : a. Supérieur à 1 500 l	10000 litres	10000 litres	Pas de changement

2567	A	Métaux (Galvanisation, étamage de) ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu	-	-	Pas de changement
2940.3.a	A	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....) 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : a) Supérieure à 200 kilogrammes/jour	580 kg/j	600 kg/j	Légère augmentation de l'activité. Pas d'incidence sur le classement
2940.2.a	A	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....) 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : b) Supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour	170 kg/j	65 kg/j	Baisse du volume d'activité. Passage en Déclaration
1180.1	D	Utilisation d'appareils imprégnés de PCB ou PCT 1. contenant plus de 30 litres de produit	> 30 l	Plus d'appareils au PCB	L'exploitant a justifié de l'élimination de tous ces appareils contenant du PCB au titre de cette rubrique. Suppression de cette rubrique.
1200.2.c	D	Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou mélanges) tels que définis à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques 2. Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	200 tonnes	18 tonnes	Modification du volume d'activité déclaré. Pas de changement
1412.2.b	D	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	50 tonnes	15 tonnes	Modification du volume d'activité déclaré. Pas de changement

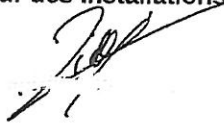
1432.2.b	D	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 b. Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	16 m ³	16 m ³	Pas de changement
2561	D	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu)	-	-	Pas de changement
2575	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	> 20 kW	120 kW	Modification du volume d'activité déclaré. Pas de changement
2661.1.b	D	1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	1t/j<Q<10t/j	3 tonnes/jour	Modification du volume d'activité déclaré. Pas de changement
2910.A.2	D	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	9,457 MW	9,457 MW	Pas de changement
1414.3	-	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	-	5 tonnes	Nouvelle installation déclarée par courrier du 9/11/2010 Soumise à déclaration (D)
2920	D	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques :	420 kW	420 kW	Rubrique modifiée par décret du 30/12/10 Installation non classée (NC)

3. CONCLUSIONS, AVIS ET PROPOSITIONS

Les modifications des volumes d'activité ne constituent pas une modification notable mais nécessitent la mise à jour du tableau de classement des activités exercées sur le site.

L'inspection des installations classées propose, par conséquent, à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire l'adoption d'un arrêté préfectoral complémentaire, visant à mettre à jour la situation administrative de l'établissement, pris après consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement.

L'Inspecteur des Installations Classées



Vu et transmis avec avis conforme, A monsieur le préfet d'Indre-et-Loire,

**Pour le Directeur,
La Chef du Service de l'Environnement Industriel
et des Risques**

